

CODE DE L'ENVIRONNEMENT
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Construction d'une plateforme logistique

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI

Lieu-dit Grand Boutras

69520 GRIGNY



*Mémoire en réponse aux demandes de compléments
du 17 novembre 2022*

Ce dossier a été élaboré avec le concours de



LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

Constats	Réponse formulée	Documents associés
<p><u>Accessibilité (point 3.4)</u></p> <p>Rappel de la demande n°23 (rapport du 07/07/2022) : La pièce jointe n°2 du dossier doit être complétée afin de confirmer que la largeur de l'accès de plain-pied aux cellules est bien de 1,8 mètre minimum.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : Les compléments apportés à la pièce n°2 du dossier «LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.1 » ne permettent pas de confirmer que les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs et que les quais de déchargement sont bien équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large.</p>	<p>Les dispositions prévues sur le site afin d'assurer qu'il répondra aux prescriptions du point 3.4 du tableau présenté dans la pièce jointe n°2 ont été reformulées.</p> <p>Des indications supplémentaires ont également été ajoutées sur le plan de sécurité (annexe 2 de la PJ n°2bis) et sur le plan masse (annexe 1 de la PJ n°2bis).</p>	<p>LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.2 A1_Plan de masse_Rév.2 A2_Plan de sécurité_rév.2</p>
<p><u>Détection automatique incendie (point 12)</u></p> <p>Rappel de la demande n°36 (rapport du 07/07/2022) : D'après les éléments du dossier, la détection automatique incendie est assurée par le système d'extinction automatique. La pièce jointe n°2 doit être complétée par les plans du système d'extinction automatique et doit justifier que sa conception lui permet d'assurer la détection incendie.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « l'exploitant s'engage à mettre en place un système de détection automatique conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 » sans que ces informations n'aient été reprises et détaillées dans la pièce jointe n°2 du dossier révisé.</p>	<p>En effet, la demande n°36 portant principalement sur l'intégration des plans du système d'extinction automatique et la justification que sa conception lui permettra d'assurer la détection incendie, nous avons précisé dans le mémoire en réponse que bien que ces plans ne seront établis que lors de la phase de consultation des entreprises, l'exploitant s'engage à ce que la détection automatique incendie soit conforme aux prescriptions du point 12 de l'arrêté du 11 avril 2017.</p> <p>Les dispositions prévues vis-à-vis de la détection automatique incendie ayant déjà été détaillées au point 12 du tableau présenté en pièce jointe n°2, nous n'avons alors pas jugé nécessaire d'y apporter des compléments.</p> <p>Toutefois, pour faire suite à cette nouvelle demande et afin de réaffirmer l'engagement du pétitionnaire, des compléments ont été apportés au point 12.</p>	<p>LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.2</p>

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

Constats	Réponse formulée	Documents associés
<p>Rappel de la demande n°37 (rapport du 07/07/2022) : D'après les éléments du dossier, une société de télésurveillance d'astreinte est alerté en cas de déclenchement de l'alarme incendie. Au point 3.1 de la pièce jointe n°2, il est indiqué que le site sera équipé d'un poste de garde. Il est par conséquent nécessaire de clarifier dans cette pièce jointe n°2 le rôle et les missions du poste de garde vis-à-vis de la société de télésurveillance d'astreinte, notamment vis-à-vis de l'alarme incendie.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « Durant les heures d'exploitation et d'ouverture du site, le poste de garde sera alerté en cas de déclenchement de l'alarme incendie. Le personnel de gardiennage pourra ainsi réaliser les levées de doutes, alerter les services d'incendie et de secours le cas échéant et leur faciliter l'accès au site en cas d'incendie. En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site, la société de télésurveillance d'astreinte prendra le relais du poste de garde pour assurer ces missions. ».</p> <p>Ces informations sont toutefois contradictoires avec les éléments de la pièce jointe n°2 du dossier révisé qui fait mention de l'exploitant comme étant un intermédiaire de la transmission de l'alerte à la société de télésurveillance « Le site sera équipé de télésurveillance avec report d'alarme à l'exploitant par télétransmetteur pour envoi de l'information à la société de télésurveillance en dehors des heures d'ouverture du site (pour le contrôle d'accès et le sprinklage.) [...] » et de l'intervention du poste de garde « En dehors des heures d'exploitation, le poste de garde pourra être mobilisé pour l'accès au site ». Il est par conséquent nécessaire de revoir ce point.</p>	<p>En effet, il s'agit d'une coquille dans la PJ n°2.</p> <p>L'exploitant sera bien alerté en cas de déclenchement de l'alarme incendie en parallèle du poste de garde ou de la société de télésurveillance. L'exploitant ne sera donc pas un intermédiaire de la transmission de l'alerte à la société de télésurveillance mais sera bien alerté en parallèle en toutes circonstances.</p> <p>Le poste de garde ne pourra assurer l'accès au site que pendant les heures d'ouverture et d'exploitation du site. En dehors de ces heures, l'accès au site pour les pompiers pourra être ouvert soit par la société de télésurveillance, soit directement par l'exploitant alerté en parallèle de celle-ci.</p> <p>Les points 3.1, 12 et 25 de la pièce jointe n°2 ont été modifiés en ce sens.</p>	<p>LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.2</p>
<p><u>Moyens incendie (point 13)</u></p> <p>Rappel de la demande n°38 (rapport du 07/07/2022) : Le plan des réseaux de la pièce jointe n°2 doit être complété pour indiquer les points de raccordement du réseau d'eau incendie privé au réseau d'eau incendie public ainsi que les diamètres des canalisations.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « Ces éléments sont repris sur le plan des abords 35 m. ». Le plan des abords 35 m révisé ne reprend toutefois pas le point de raccordement du réseau d'eau incendie privé au réseau d'eau incendie public. Le plan doit être révisé en conséquence.</p>	<p>Le point de raccordement du réseau d'eau incendie privé au réseau d'eau public a été ajouté sur le plan des abords 35 m.</p>	<p>LOGI GRIGNY_PJ20_Plan abords 35 m_rév.2</p>

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

Installations électriques et équipements métalliques (point 15)

Rappel de la demande n°43 : La pièce jointe n°2 doit être complétée concernant les prescriptions relatives aux panneaux photovoltaïques qu'il est prévu d'installer en toiture de l'entrepôt (section V de l'arrêté du 04/10/2010).

Analyse des compléments du 04/11/2022 : La pièce n°2 du dossier révisé indique « L'installation sera dotée de panneaux photovoltaïques en toiture. L'installation de ces équipements respectera les prescriptions de la section V de l'arrêté du 04/10/10. » sans fournir plus de détails. La pièce jointe n°1 fournit quelques éléments sans toutefois répondre à plusieurs points de la section V de l'arrêté précité. En effet, il est notamment indiqué « L'implantation de panneaux photovoltaïques est toujours en étude pour le site. Ceux-ci seront répartis sur l'ensemble des cellules de l'entrepôt. Le prestataire n'étant pas encore retenu, il n'est pas possible à ce stade de fournir les documents indiqués dans l'article, seuls les plans de principe ont pu être établis, joints au dossier. Toutefois, le pétitionnaire s'engage à ce que tous ces éléments soient mis en oeuvre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ». L'état d'avancement des études d'implantation de panneaux photovoltaïques ne permettant pas de répondre à la demande n°43 ci-dessus, soit l'état d'avancement de ces études est rendu compatible avec la justification de la conformité réglementaire de ces installations photovoltaïques, soit ces installations sont retirées du présent dossier de demande d'enregistrement afin d'être présentées de manière détaillée dans le cadre d'un porter à connaissance ultérieur.

Rappel de l'observation n°1 : Il conviendrait de compléter le dossier avec les éléments permettant d'apprécier la mise en oeuvre des recommandations du SDMIS concernant l'installation de panneaux photovoltaïques (cf. guide de recommandations joint). À défaut d'éléments montrant la mise en oeuvre de ces mesures ou leur impossibilité, l'Inspection des installations classées pourra être amenée à proposer leur prescription.

Analyse des compléments du 04/11/2022 : Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « Une entreprise spécialisée sera missionnée pour accompagner la société LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI dans la conception et la mise en oeuvre de l'installation photovoltaïque. Les recommandations du SDMIS concernant l'installation de panneaux photovoltaïques seront prises en compte lors de la réalisation de ces installations. Les guides pratiques et recommandations qui y sont recensés sont également repris dans la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 à laquelle l'installation photovoltaïque sera conforme. [...] ». Comme pour la demande n°43 ci-dessus, l'état d'avancement des études d'implantation de panneaux photovoltaïques ne permettant pas de répondre à l'observation n°1, soit l'état d'avancement de ces études est rendu compatible avec la justification de la conformité réglementaire de ces installations photovoltaïques, soit ces installations sont retirées du présent dossier de demande d'enregistrement afin d'être présentées de manière détaillée dans le cadre d'un porter à connaissance ultérieur.

Afin de faciliter la lecture, les détails concernant l'analyse de la conformité du projet d'implantation d'une installation photovoltaïque en toiture de l'entrepôt ont, lors de la révision 1, été intégrés au sein du paragraphe 2.3.5 de la pièce jointe n°1. Un renvoi à ce paragraphe a été ajouté au point 15 de la pièce jointe n°2.

A noter que l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture de l'entrepôt constitue l'une des possibilités laissée aux porteurs de projet afin de répondre aux exigences de l'article L111-18-1 du code de l'urbanisme dont les point I et II précisent que : «

- I. Dans le respect des objectifs généraux de performance énergétique et environnementale des bâtiments énoncés à l'article L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation, les constructions et installations mentionnées au II du présent article ne peuvent être autorisées que si elles intègrent soit un procédé de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.
- II. Les obligations prévues au présent article s'appliquent, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol, aux nouvelles constructions soumises à une autorisation d'exploitation commerciale au titre des 1°, 2°, 4°, 5° et 7° de l'article L. 752-1 du code de commerce, aux nouvelles constructions de locaux à usage industriel ou artisanal, d'entrepôts, de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ainsi qu'aux nouveaux parcs de stationnement couverts accessibles au public.»

Dans un souci de cohérence avec le contenu du dossier de permis de construire déposé et instruit en parallèle, il ne nous apparaît donc pas pertinent d'exclure la mention de cette installation dans le dossier de demande d'enregistrement ICPE.

[LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.2](#)

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

	<p>Toutefois, il n'est pas possible à ce stade du projet de fournir l'ensemble des justificatifs permettant de démontrer la conformité de la future installation photovoltaïque au regard de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 et ceux permettant de démontrer qu'elle sera réalisée et exploitée en prenant en considération les recommandations du SDNIS.</p> <p>En effet, le prestataire chargé de la mise en place de cette installation n'est pas encore retenu.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté du 4 octobre 2010 prévoit la rédaction de procédures et l'établissement de notes d'analyses et d'attestations de conformité qui ne peuvent être réalisées que lorsque l'installation photovoltaïque sera en place ou, à minima, en phase de construction.</p> <p>Cependant, afin de répondre au mieux à la demande formulée ci-contre un tableau détaillé ainsi que des exemples d'offre et de documents techniques sont joints au présent mémoire en réponse.</p>	PJ22_Panneaux PhV
<p><u>Surveillance et contrôle des accès (point 25)</u></p> <p>Rappel de la demande n°47 (rapport du 07/07/2022) : La pièce jointe n°2 doit être complétée pour clarifier les rôles suivants en dehors des heures d'ouverture du site : poste de garde, société de télésurveillance, société de gardiennage.</p> <p>Analyse des compléments du 04/11/2022 : La pièce n°2 du dossier révisé indique « Le site sera équipé de télésurveillance avec report d'alarme à l'exploitant par télé transmetteur pour envoi de l'information à la société de télésurveillance en dehors des heures d'ouverture du site (pour le contrôle d'accès et le sprinklage.) et au poste de garde pendant les heures d'ouverture et d'exploitation du site. Ces dispositions seront prises 24h/24 et 7j/7. Le site disposera d'un poste de garde. ». Ces éléments ne permettent toutefois pas de confirmer qu'en dehors des heures d'ouverture :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la télésurveillance est permanente et ne nécessite pas l'intervention de l'exploitant (la société de télésurveillance est alertée directement par la télésurveillance sans passer par l'exploitant) ; – la société de télésurveillance est chargée de l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. 	<p>En dehors des heures d'ouverture et d'exploitation du site, la télésurveillance sera permanente. En cas de déclenchement de l'alarme incendie, la société de télésurveillance sera alertée directement sans passer par l'exploitant. Celui-ci sera cependant alerté en parallèle.</p> <p>En dehors des heures d'ouvertures et d'exploitation du site, la société de télésurveillance sera chargée de réaliser la levée de doute, d'alerter les services d'incendie et de secours le cas échéant, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les points 3.1, 12 et 25 de la pièce jointe n°2 ont été modifiés en ce sens.</p>	LOGI GRIGNY_PJ2_Conformité arrêté E_Rév.2

LOGI GRIGNY BOUTRAS HOLDING SCI	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
------------------------------------	---	--------------------------

<p><u>Porter à connaissance au titre des articles L.214-1 à 6 et L.214-53 du code de l'environnement (pièce n°21)</u></p> <p><i>Rappel de la demande n°50 (rapport du 07/07/2022) : La pièce n°21 doit être mise à jour suite aux modifications effectuées sur la gestion des eaux pluviales du projet (bassins supplémentaires, surfaces modifiées, etc.) depuis la rédaction de ce document datant de juin 2021.</i></p> <p><i>Analyse des compléments du 04/11/2022 :</i> Le mémoire en réponse aux demandes de compléments indique « La version actualisée du porter à connaissance au titre des articles L.214-1 à 6 et L.214-53 du Code de l'Environnement est ajoutée en tant que révision 1 de la PJ n°21. A noter que la version de ce document (V2 de juillet 2022) correspond à la version déposée le 19/07/2022 auprès des services de la DDT 69, en amont de la présente réponse. Ainsi, quelques éléments peuvent différer (ex : volume du bassin de rétention étanche). ». Afin que ce document soit cohérent avec le reste du dossier de demande d'enregistrement ICPE, une nouvelle mise à jour de celui-ci est nécessaire.</p>	<p>Après vérification, seul le volume du bassin étanche de rétention des eaux de voiries en fonctionnement normal et de de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie diffère entre le dossier ICPE et le dossier de porter à connaissance au titre des articles L. 214-1 à 6 et L. 214-53 du Code de l'Environnement.</p> <p>Cette différence est toutefois sans impacts sur les conclusions du dossier de porter à connaissance.</p> <p>Par ailleurs, l'instruction de ce dossier par les services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) est, à ce jour, terminée. Le droit d'antériorité ainsi que les modifications décrites ont été acceptées sans prescriptions complémentaires cf. courrier du 27/10/2022).</p>	<p><i>Courrier de la DDT en date du 27 octobre 2022</i></p>
<p><u>Modélisation des effets liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie (annexe à la pièce n°2)</u></p> <p><i>Demande n°52 :</i> La modélisation des effets liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie ne tient pas compte des différences altimétriques autour du site contrairement à l'étude des flux thermiques. Il est nécessaire de mettre à jour l'étude de dispersion des fumées en conséquence.</p>	<p>La modélisation des effets liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie (annexe 10 de la pièce jointe n°2bis) a été révisée pour prendre en compte les différences altimétriques autour du site.</p>	<p><i>Modélisations fumées IMMASET_Rev1_221130</i></p>
<p><u>Plan de masse (annexe à la pièce n°2)</u></p> <p><i>Demande n°53 :</i> Au regard des modifications apportées depuis la précédente version du dossier de demande d'enregistrement (volume du bassin étanche, accès à la cellule 5, etc.), il est nécessaire que le plan de masse soit mis à jour en conséquence.</p>	<p>Le plan de masse (annexe 1 de la pièce jointe n°2bis) a été mis à jour.</p>	<p><i>A1_Plan de masse_Rév.1</i></p>